



*La récente décision de la Commission européenne de taxer provisoirement les panneaux solaires chinois relève d'une quasi escroquerie. Elle ne vise qu'à dupes les opinions publiques européennes, fortement demandeuses, à juste titre, de protectionnisme, alors que les Traités européens l'interdisent. Cette mesure, toute à la fois insuffisante, tardive, et limitée dans le temps, est vouée à l'échec. Son unique vertu aura été de démontrer que, face à la concurrence internationale déloyale exercée par des pays tiers (en l'occurrence la Chine), le protectionnisme est la seule arme économique raisonnable lorsqu'elle est utilisée à temps. Cette taxation va néanmoins à l'encontre de l'ensemble des politiques menées par Bruxelles depuis des années, et appliquées docilement par les gouvernements successifs UMPS ; à l'heure où se négocie le projet de grand marché transatlantique UE / Etats-Unis, véritable big-bang ultra-libéral (voir **fiche et vidéo thématique de Marine le Pen**), il importe de ne pas être dupe des manœuvres de la Commission.*

- **Derrière l'effet d'annonce, les limites d'une mesure mal appliquée :**

L'interdiction dans les Traités européens de toute forme de protectionnisme, et l'objectif déclaré d'une ouverture maximale des frontières économiques et migratoires, ont rendu particulièrement difficile l'aboutissement d'une demande des acteurs européens de la production de panneaux solaires, en vue de protéger leur secteur de la concurrence déloyale exercée par la Chine, par l'instauration d'une taxe à l'importation de panneaux solaires chinois.

Premier bilan de ce retard « structurel » : plusieurs milliers d'emplois disparus (malgré l'aide des Etats pour le développement de cette filière) et 60 usines fermées sur l'ensemble du continent.

1) Perte de temps et niveau relativement faible de taxation :

- Taxes européennes mises en place un an après celles décidées par les Etats-Unis.

- Faible niveau de taxation :

- UE : 11,6% jusqu'en août, puis 47% (pendant un **délai maximum** de 4 mois)
- USA : de 50 à 250 % ! (depuis octobre 2012 pour ce dernier palier)

2) Une mesure limitée dans le temps :

Les mesures décidées par la Commission européenne ne seront effectives que jusqu'en décembre 2013 ; après quoi, il reviendra aux Etats de les confirmer ou non. Faute d'accord, les taxes imposées seront automatiquement supprimées.

L'Allemagne, ainsi que 17 autres Etats, ont déjà fait savoir leur intention de revenir sur cette mesure, arguant notamment du risque de « rétorsions ».

A ce sujet il convient de noter que les menaces chinoises de rétorsions économiques ne sont que du bluff dans un jeu traditionnel de négociations. Pour preuve, celles formulées l'année d'avant à l'encontre des Etats-Unis n'ont jamais été appliquées. Il faut savoir négocier avec des armes pour être respecté, entendu et promouvoir ses intérêts ; le recul ou la peur des menaces conduisent à la disparition ou à la faillite.

- **La position du Front National :**

Le Front National appelle à ne pas se laisser tromper par le numéro de la Commission européenne. Il s'agit d'une manœuvre destinée à faire oublier que le libre-échange sans limite est congénital à l'Union européenne, inscrit dans ses Traités, et que jamais ne sera mis en œuvre de protectionnisme intelligent à l'échelle européenne.

De fait, nous estimons qu'au niveau national -si les Etats en avaient encore le pouvoir (ils ne l'ont plus : conséquence des transferts de souveraineté)- nous aurions pu faire plus vite, plus fort, plus fin et donc plus efficace pour sauver des emplois et en créer d'autres.

Enfin, il ne faut pas occulter le très faible poids que représentent les panneaux solaires dans l'industrie française, c'est pourquoi nous préconisons d'étendre ces mesures protectionnistes à l'ensemble des secteurs victimes de la concurrence internationale déloyale, y compris lorsqu'elle provient de pays membres de l'UE. Une récente étude a d'ailleurs démontré que **2/3 des délocalisations se font au sein de l'Union européenne**, ce qui renforce l'urgence de retrouver des leviers d'action nationaux.